

au niveau multilatéral - en jouant un rôle de chef de file dans les négociations commerciales multilatérales dont le coup d'envoi a été donné il y a un peu plus de 18 mois en Uruguay et qui visent à améliorer et à renforcer les règles internationales en matière de commerce.

Parallèlement, le gouvernement a su se protéger du protectionnisme au Canada. Nous avons réduit l'inflation et le déficit. Nous avons réformé les impôts et les institutions financières, allégé les règlements imposés au secteur privé et favorisé l'investissement étranger, au lieu de le contrôler. Nous avons commencé à réviser les politiques touchant la recherche et le développement et créé de nouveaux organismes de développement régional. Voilà les mesures que nous avons prises au niveau national pour rendre le Canada concurrentiel.

Au niveau international, nous poursuivons les mêmes objectifs.

Le Premier ministre Mulroney, qui est un leader dynamique au Sommet économique, présidera celui qui se tiendra à Toronto en juin prochain. Nous avons fait admettre le Canada au sein du Groupe des sept (G-7) ministres des Finances. Le Premier ministre a placé la réforme agricole au coeur des discussions économiques internationales et nous sommes l'un des membres les plus dynamiques du Groupe de Cairns des exportateurs agricoles loyaux.

Nous essayons de jouer un rôle constructif afin de résoudre les problèmes de dettes dont souffrent les grands pays débiteurs, surtout en Amérique latine, et les pays les moins développés.

Le Sommet économique est la principale tribune internationale au sein de laquelle les leaders des grands pays industrialisés peuvent oeuvrer ensemble. Le Sommet est surtout profitable lorsqu'il permet de coordonner les politiques économiques nationales des grands pays occidentaux. Il peut en outre orienter l'action des autres organismes internationaux et sensibiliser davantage le public aux grandes questions économiques.

Nous savons tous que l'Alberta subit le contrecoup des fluctuations de l'économie mondiale, qu'il s'agisse des marchés énergétiques et agricoles ou des possibilités de diversification de l'industrie. À tous ces égards, la signature, le 2 janvier, de l'Accord de libre-échange entre le président Reagan et le premier ministre Mulroney a marqué un grand pas en avant. Un accès plus sûr au marché américain multipliera les emplois et les revenus dans le secteur de l'énergie, attirera les investissements, destinés notam-